

Procès-verbal de visite

de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Castres

en date du **2 mai 2018**

Suite au passage du groupe de visite en date du **27 mars 2018**

Visite périodique

Établissement

065R070

NOM : CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET DE DANSE DU TARN

Activité principale : école de musique

Adresse : 18 Rue Gynemer

Classement : Type : **R**
Catégorie : **4^{ème}**

Commune : **CASTRES**

Exploitant : M. FERREIRA, responsable de l'établissement

Téléphone : 05 63 59 84 00

Observations

La partie administrative du conservatoire de musique et de danse du Tarn (soumise au code du travail) étant totalement indépendante et isolée de la partie recevant du public, il est demandé par le responsable de l'établissement de retirer ce bâtiment des visites des commissions de sécurité.

Cette zone ne fait donc plus partie du descriptif de l'établissement.

Effectif

L'effectif théorique maximum susceptible d'être reçu simultanément s'élève à **230 personnes** y compris le personnel (45 personnes). Cet effectif est déterminé en fonction de la déclaration du chef d'établissement (Art. R2).

Dispositions réglementaires applicables

- Code de la construction et de l'habitation (articles R 123-1 à R 123-55, R 152-4 à R 152-5)
- Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public
- Arrêté du 10 novembre 2016 portant règlement de défense extérieure contre l'incendie pour le département du TARN
- Arrêté modifié du 4 juin 1982 portant approbation des dispositions particulières du type R (Etablissements d'enseignement et colonies de vacances).

Renseignements administratifs

- Le groupe de visite était composé de :
 - Mme Suzanne GILLET , représentant le Maire de CASTRES
 - Le Capitaine Patrick CANTE , représentant le D.D.S.I.S.
- Assistaient à la visite :
 - M. Philippe FERREIRA , DG du syndicat mixte
 - M. Thomas ALQUIER , Assistant de prévention
 - Mme Martine BOUSQUET , Mairie
- Dernière visite effectuée le : 8 janvier 2013
- Pas de modification apportée depuis la dernière visite

Description de l'établissement

L'établissement se compose d'un bâtiment et d'une partie imbriquée dans la maison de quartier (Guynemer) attenante à l'école de musique.

Distribution des locaux :

Bâtiment à simple rez-de-chaussée : en forme de U, il est destiné à accueillir du public. Il représente une surface au sol d'environ 500 m², sa distribution intérieure est la suivante :

- 15 salles de musique
- 3 bureaux administratifs
- Un local détente

Partie imbriquée au rez de chaussée de la maison de quartier : Cette partie est accessible depuis le bâtiment à simple rez-de-chaussée

- Une salle de danse de 100 m² environ
- Un auditorium de 100 m² environ

Accessibilité :

- **Bâtiment à simple rez de chaussée et partie imbriquée** : les sorties de l'établissement donnent sur une voie engin au moyen d'un passage d'au moins 180 cm. La distance à parcourir pour atteindre la voie engin est inférieure à 100 mètres en tout point du bâtiment.

Implantation : partie imbriquée dans la maison de quartier est isolée par des murs et planchers coupe-feu 1 heure selon PV du 30 janvier 1990.

Dispositions constructives :

- Distribution intérieure : cloisonnement traditionnel
- Stabilité au feu de la structure : indéterminée
- Degré coupe-feu des planchers : coupe-feu 1 heure selon le PV du 30 janvier 1990
- Toiture : tuiles sur charpente bois – quelques toitures en plaque d'éverite sur charpente métallique

Locaux à risques particuliers et mesures constructives afférentes : sans objet.

Aménagements intérieurs :

- Revêtements de sol : M4 ou D-FI-s2
- Revêtements muraux : M2 ou C-s3, D0
- Revêtements de plafond : M1 ou B-s3, D0
- Mobilier : M3

Dégagements :

Niveau	Effectif à évacuer*	Dégagements réglementaires		Dégagements réalisés		Solutions GN 8 retenues par niveau
		Nbre sorties	Nbre UP	Nbre sorties	Nbre UP	
Auditorium	100	2	2	2	4	Sortie directe sur l'extérieur de plain-pied
Salle de danse	100	2	2	2	4	
Salles de classe	19	1	1	1	1	Chaque classe possède sa propre sortie directe sur l'extérieur de plain-pied

- *Effectif du public + celui du personnel s'il ne possède pas ses propres dégagements*

Ventilation : VMC dans les sanitaires

Désenfumage : sans objet

Éclairage de sécurité : blocs autonomes d'éclairage de sécurité (ambiance et évacuation) dans l'auditorium et la salle de danse, évacuation seule dans le reste du bâtiment

Chauffage : convecteurs électriques dans la partie accessible au public.

Installations électriques :

- Conformes à la NF C 15.100 et au décret n° 2010-1118 du 22 septembre 2010 relatif à la protection des travailleurs au sein de l'établissement
- Dispositif de mise hors tension générale de l'établissement : oui
- Source de remplacement : non

Installations de cuisson : sans objet

Installations de gaz : sans objet.

Moyens de secours :

- Moyens d'extinction :
 - Extincteurs à eau pulvérisée et adaptés aux risques
- Équipement d'alarme de type 4
- Alarme prenant en compte les personnes en situation de handicap dans les locaux où elles peuvent se trouver isolées (flash lumineux, appareil vibrant etc...) : néant
- Moyens d'alerte : téléphone urbain.
- Affichage des plans d'évacuation
- Affichage des consignes de sécurité
- Défense extérieure contre l'incendie :

Nature du point d'eau	N°	Débit (m³/h sous 1 bar)	Distance (m)
Poteau d'incendie	065533	200	Moins de 200
Poteau d'incendie	065007	149	Moins de 200

Essais réalisés

Installations testées	Résultat	Observations
Éclairage de sécurité	NS	
Alarme incendie	S	
Coupure générale électrique	S	
Ligne téléphonique (téléphone urbain, ligne directe)	S	

S : essai satisfaisant NS : essai non satisfaisant NRCE : essai non réalisé pour cause d'exploitation

OBLIGATIONS DE L'EXPLOITANT ET VERIFICATIONS PERIODIQUES OBLIGATOIRES

GE 6	<u>Installation</u>	<u>Qualification ou nature du vérificateur</u>	<u>Fréquence</u>
1. Les installations de chauffage et Équipement gaz (CH 58, GZ 29 & 30)			
a) État d'entretien et de maintenance des installations et appareils	Technicien compétent	1 fois par an	
b) Conditions de ventilation des locaux contenant des appareils d'utilisation			
c) Conditions d'évacuation des produits de la combustion			
d) Signalisation des dispositifs de sécurité			
e) Fonctionnement des organes de coupure et des dispositifs asservissant l'alimentation en gaz et/ou combustible à un système de sécurité			
f) Réglage des détendeurs de gaz			
g) Étanchéité des canalisations d'alimentation en combustibles liquides, ou gazeux, et en fluide frigorigène			
2. Les installations électriques (EL 19)			
Conformité :	Technicien compétent	1 fois par an	
a) Des installations électriques			
b) Des installations d'éclairage			
c) Des éventuels systèmes de protection contre la foudre			
3. Éclairage de sécurité (EC 14 & 15)			
a) 'assurer du passage à la position de fonctionnement en cas de défaillance de l'alimentation normale et à l'allumage de toutes les lampes	Exploitant	1 fois par mois	
b) 'assurer de l'efficacité de la commande de mise en position de repos à distance et de remise automatique en position de veille au retour de l'alimentation normale			
c) 'assurer de l'autonomie d'au moins 1 heure		1 fois tous les 6 mois	
d) onformité des installations	Technicien compétent	1 fois par an	
4. Les appareils de cuisson et leurs accessoires (GC 21 et 22)			
a) Fonctionnement des appareils de cuisson	Technicien compétent	1 fois par an	
b) Nettoyage des conduits d'extraction d'air vicié, de buées et de graisses, des ventilateurs			
c) Nettoyage des filtres	Exploitant	1 fois par semaine	
5. – Les moyens de secours contre l'incendie (MS 73)			
d) Équipement d'alarme	Technicien compétent	1 fois par an	
e) Extincteurs	Technicien compétent	1 fois par an	

Observation

L'évacuation immédiate en cas de sinistre reste la règle lorsqu'elle est possible et la mise en place d'espaces d'attente sécurisés ou de solutions équivalentes doit rester l'exception lorsque l'évacuation immédiate n'a pas pu être mise en œuvre.

Dans le cas présent, l'établissement dispose de moyens humains et organisationnels permettant d'élaborer les procédures d'évacuation et de former le personnel afin de prendre en charge les personnes en situation de handicap éventuellement présentes à l'étage pour les évacuer immédiatement.

Aussi, les propositions visant à l'évacuation différée de ces personnes ne doivent pas être envisagées.

Bilan des prescriptions anciennes

Prescriptions réalisées depuis la dernière visite :

TEXTE
Retirer tout stockage sous l'escalier en bois, dans la chaufferie gaz et dans le local du tableau électrique (R 123-48 du code de la construction et de l'habitation)
S'assurer que l'alarme générale soit audible en tout point de l'établissement (MS 62)
Tenir compte de la nature de l'exploitation et en particulier de l'aide humaine disponible en permanence pour participer à l'évacuation des personnes en situation de handicap. Garder au niveau de l'exploitant la trace de la (ou des) solution(s) retenue(s) par le maître d'ouvrage et validée(s) par la commission de sécurité compétente. Élaborer, sous l'autorité de l'exploitant, les procédures et consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap. (art. GN 8)
Effectuer des exercices d'évacuation conformément à la réglementation (R 33)

Prescriptions non réalisées :

N°	TEXTE
1)	<p>Isoler tous les locaux à risques moyens :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Local chaufferie gaz (plus nécessaire car partie ne recevant pas de public retiré de l'ERP) • Local réserve de la salle de danse • Local réserve auditorium • Archives du bâtiment administratif (plus nécessaire car partie ne recevant pas de public retiré de l'ERP) <p>Des locaux et dégagements recevant du public par des parois et planchers hauts de degré coupe-feu 1 heure et des blocs portes de degré coupe-feu ½ heure munis d'un ferme porte (CO 28)</p>

N°	TEXTE
p)	Supprimer et interdire l'emploi de fiches multiples, le nombre de prises de courant doit être adapté à l'utilisation pour éviter l'emploi de socles mobiles. (EL 11)

Prescription permanente

TEXTE
Maintenir à 19 maximum l'effectif des salles ne disposant que d'une seule sortie sur l'extérieur (CO 38)

Nouvelles prescriptions

Au regard de la réglementation en vigueur et après avoir procédé à la visite de l'établissement, il y a lieu de réaliser les prescriptions suivantes :

N°	TEXTE
p)	Lever les remarques du rapport DEKRA relatif aux installations électriques et d'éclairage de sécurité (EL 19 ; EC 14 et 15)
p)	Élaborer, sous l'autorité du chef d'établissement , les procédures et consignes d'évacuation prenant en compte les différents types de handicap, la nature de l'exploitation et l'aide humaine disponible en permanence pour <u>participer à l'évacuation immédiate</u> des personnes en situation de handicap.
p)	Intégrer dans les plans d'évacuation les consignes relatives à la prise en compte des personnes souffrant de handicap ainsi que l'emplacement de la coupure générale électrique (MS 47)

Avis de la Commission

En conclusion, la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Castres, en séance du 2 mai 2018, émet un **avis favorable** à la poursuite de l'exploitation.

**Le Président de la Commission de Sécurité de
l'Arrondissement de Castres**

Jean-Yves CHIARO

Compte rendu
Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Castres

2 mai 2018

Ordre du jour N° 1

ETABLISSEMENT : CONSERVATOIRE DE MUSIQUE ET DE DANSE	N° 065R070
COMMUNE : CASTRES	ADRESSE : 18, rue Guynemer
ACTIVITE : école de musique	Type : R (avec hébergement) : Non Catégorie : 4ème
OBJET DE LA VISITE : Visite périodique du 27 mars 2018	

Les membres de la Commission de Sécurité de l'Arrondissement de Castres ont émis les avis suivants :

MEMBRES	AVIS (favorable ou défavorable motivé)
Le Président : Jean-Yves CHIARO Signature :	
Le Maire , représenté par : Signature :	
Le DD SIS , représenté par : le capitaine Philippe SIGUIER Signature :	